



# Communiqué

## CAE publie ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2021

- Produits des activités ordinaires de 832,4 millions \$, soit 18 % de plus qu'au deuxième trimestre et 10 % de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent
- RPA de 0,18 \$ (0,22 \$ avant les éléments particuliers<sup>(1)</sup>), comparativement à un montant négatif de 0,02 \$ (0,13 \$ avant les éléments particuliers) pour le deuxième trimestre et de 0,37 \$ (0,37 \$ avant les éléments particuliers) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent
- Résultat opérationnel<sup>(2)</sup> de 82,9 millions \$, par rapport à 28,2 millions \$ pour le deuxième trimestre et à 154,9 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers<sup>(3)</sup> de 97,2 millions \$ par rapport à 79,3 millions \$ pour le deuxième trimestre et à 157,2 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent
- Entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles de 234,8 millions \$, comparativement à 45,6 millions \$ pour le deuxième trimestre et à 322,1 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent
- Flux de trésorerie disponibles<sup>(4)</sup> de 224,0 millions \$, comparativement à 44,9 millions \$ pour le deuxième trimestre et à 275,3 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent
- Émission de 495,3 millions \$ d'actions ordinaires et annonce de trois acquisitions, soit celles de Flight Simulation Company B.V., de TRU Simulation + Training Canada inc. et de Merlot Aero Limited

**Montréal (Canada), le 12 février 2021 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) –** CAE publie aujourd'hui ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 832,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, par rapport à 923,5 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres correspond à un bénéfice de 48,8 millions \$ (0,18 \$ par action) pour le troisième trimestre, comparativement à 97,7 millions \$ (0,37 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers<sup>(5)</sup> correspond à un bénéfice de 60,0 millions \$ (0,22 \$ par action) pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, par rapport à 99,4 millions \$ (0,37 \$ par action) l'an dernier.

Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 82,9 millions \$ (10,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 154,9 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2020. Des coûts de restructuration de 14,3 millions \$ ont été engagés ce trimestre, alors qu'aucun coût de ce type n'avait été enregistré au troisième trimestre de l'exercice 2020. Pour le troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers correspond à un bénéfice de 97,2 millions \$ (11,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 157,2 millions \$ (17,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Le carnet de commandes<sup>(6)</sup>, d'une valeur de 7,8 milliards \$, demeure robuste. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

### Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles et les montants par action)

	T3-2021	T3-2020	Écart en %
Produits des activités ordinaires	832,4 \$	923,5 \$	(10) %
Résultat opérationnel	82,9 \$	154,9 \$	(46) %
Résultat opérationnel sectoriel <sup>(7)</sup> (ROS)	97,2 \$	154,9 \$	(37) %
Marges opérationnelles sectorielles	11,7 %	16,8 %	
ROS avant les éléments particuliers	97,2 \$	157,2 \$	(38) %
Marges opérationnelles sectorielles avant les éléments particuliers	11,7 %	17,0 %	
Résultat net	49,7 \$	99,8 \$	(50) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	48,8 \$	97,7 \$	(50) %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,18 \$	0,37 \$	(51) %
Résultat net avant les éléments particuliers	60,0 \$	99,4 \$	(40) %
RPA avant les éléments particuliers	0,22 \$	0,37 \$	(41) %
Prises de commandes <sup>(6)</sup>	710,7 \$	1 106,6 \$	(36) %
Carnet de commandes total	7 820,1 \$	9 434,3 \$	(17) %

«La performance de CAE a poursuivi sa progression au troisième trimestre, comme en témoignent un résultat par action en hausse de 69 % et des flux de trésorerie disponibles presque quintuplés de 224,0 millions \$, soulignant la résilience de notre entreprise », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous gérons bien cette période difficile et faisons d'importants progrès pour améliorer considérablement la position de CAE en vue de sa croissance future. Nous avons renforcé nos ressources financières par l'émission de 495 millions \$ d'actions ordinaires, et nous avons consolidé et étendu notre position sur le marché grâce à trois acquisitions successives. »

Marc Parent, à propos des perspectives de CAE, a ajouté : « La pandémie demeure une réalité à l'échelle mondiale, et la reprise de CAE demeure fortement tributaire du moment et du rythme auxquels les interdictions de voyage et les quarantaines pourront éventuellement être levées en toute sécurité et les activités normales reprendront sur nos marchés finaux. Compte tenu de nos investissements récents et des possibilités futures de déploiement de capital de croissance, nous sommes convaincus que CAE émergera de cette période encore plus forte. »

### **Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)**

Bien que le taux d'utilisation<sup>(8)</sup> des centres de formation du secteur Civil soit largement inférieur aux niveaux d'avant la pandémie, il est demeuré stable par rapport au deuxième trimestre, alors qu'il s'était déjà nettement amélioré par rapport aux creux atteints au début de la pandémie. Cette situation reflète les avantages d'un secteur de l'aviation fortement réglementé et des exigences fondamentales en matière de formation dans le domaine de l'aviation. Elle illustre également les répercussions continues, sur la demande pour le transport aérien de passagers, des restrictions de mobilité et des restrictions frontalières persistantes découlant de la pandémie. Dans les mois qui ont suivi le début de la pandémie, le domaine de l'aviation d'affaires s'est ressaisi plus rapidement que celui de l'aviation commerciale. La COVID-19 a continué à se répercuter sur les produits tirés de la formation du secteur Civil pour le trimestre, la demande pour les services de formation ayant affiché une baisse marquée en raison de la diminution des activités des compagnies aériennes dans le monde, des perturbations du secteur mondial du transport aérien et de la réduction du transport aérien de passagers. Bien que la majorité des emplacements de CAE soient ouverts, certains centres de formation ont récemment dû réduire leurs activités temporairement à mesure que les autorités locales mettaient en œuvre des mesures visant à endiguer la propagation de la COVID-19. Le taux d'utilisation moyen est demeuré stable, s'étant établi à 50 % pour le trimestre. Depuis le début de janvier, le taux d'utilisation moyen des centres de formation du secteur Civil demeure proche de ce niveau.

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont chiffrés à 412,2 millions \$ au troisième trimestre, en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 26 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 48,4 millions \$, comparativement à 15,5 millions \$ pour le deuxième trimestre et à 123,0 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers correspond à un bénéfice de 62,0 millions \$ (15,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 51,9 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre et à 123,4 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 10 simulateurs de vol (FFS)<sup>(9)</sup>.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 329,3 millions \$, y compris des contrats portant sur la fourniture de 3 FFS. Parmi les contrats de formation importants obtenus au cours du trimestre, notons l'entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de cinq ans conclue avec les forces allemandes Bundeswehr, l'entente de formation des pilotes d'une durée de 5 ans conclue avec le transporteur de fret MasAir, l'entente de formation des pilotes d'une durée de cinq ans conclue avec TUI Airways, l'entente exclusive de formation des pilotes d'une durée de cinq ans conclue avec Iberia, Líneas Aéreas de España, l'entente de formation des pilotes d'une durée de deux ans conclue avec LOT Polish Airlines et une entente d'une durée de cinq ans conclue avec Virgin Atlantic Airways.

Au cours du trimestre, CAE a annoncé trois acquisitions successives, soit celles de Flight Simulation Company B.V., de Merlot Aero Limited et de TRU Simulation + Training Canada inc. Collectivement, ces acquisitions renforcent la position de premier plan du secteur Civil dans le domaine de la formation des pilotes et élargissent sa gamme de solutions pour les clients de l'aviation sur le marché croissant des services numériques d'optimisation des équipages.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>(6)</sup> s'est établi à 0,80 ce trimestre et à 0,83 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 4,2 milliards \$ à la fin du trimestre.

## Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l’aviation civile

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS et les FFS livrés)

	T3-2021	T3-2020	Écart en %
Produits des activités ordinaires	412,2 \$	558,1 \$	(26) %
Résultat opérationnel	48,4 \$	123,0 \$	(61) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	62,0 \$	123,0 \$	(50) %
Marges opérationnelles sectorielles	15,0 %	22,0 %	
ROS avant les éléments particuliers	62,0 \$	123,4 \$	(50) %
Marges opérationnelles sectorielles avant les éléments particuliers	15,0 %	22,1 %	
Prises de commandes	329,3 \$	706,2 \$	(53) %
Carnet de commandes total	4 198,1 \$	5 263,0 \$	(20) %
Unités NES <sup>(10)</sup>	245	252	(3) %
FFS dans le réseau de CAE <sup>(9)</sup>	320	303	6 %
FFS livrés	10	12	(17) %

### Défense et sécurité (Défense)

La pandémie de COVID-19 a continué d’entraîner des retards dans l’exécution de programmes en carnet et de se répercuter sur une série de programmes de défense mondiaux avec des organismes gouvernementaux et des fabricants OEM en raison d’interdictions de voyage, de restrictions frontalières, de restrictions d’accès des clients et de perturbations de la chaîne d’approvisionnement. De tels retards continuent d’avoir des répercussions sur l’atteinte de certaines étapes clés des programmes. Bien que le secteur Défense ait obtenu plusieurs contrats stratégiques au troisième trimestre, on constate des retards dans l’octroi de contrats additionnels, les autorités gouvernementales chargées des achats ayant dû suivre les directives de leur pays respectif en matière de confinement et d’arrêt des déplacements.

Au troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont chiffrés à 299,3 millions \$, ce qui est stable par rapport au deuxième trimestre et représente une baisse de 10 % par rapport au troisième trimestre de l’exercice précédent. Le résultat opérationnel du secteur Défense correspond à un bénéfice de 21,8 millions \$, comparativement à 11,4 millions \$ au deuxième trimestre et à 31,3 millions \$ au troisième trimestre de l’exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers du secteur Défense correspond à un bénéfice de 22,3 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 24,2 millions \$ (8,0 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre et à 33,2 millions \$ (10,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l’exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d’une valeur de 260,5 millions \$, notamment des contrats de Lockheed Martin pour soutenir la conception, le développement et la fabrication d’une série de dispositifs de formation sur C-130J pour le centre de formation binational français et allemand sur les C-130J et pour fournir le système à rôle élargi de détection d’anomalies magnétiques de CAE pour les hélicoptères Seahawk MH-60R de la U.S. Navy. Le secteur Défense a également obtenu un contrat de la U.S. Air Force pour la prochaine phase d’un contrat pluriannuel pour fournir des services complets d’entraînement des équipages du C-130H. Parmi les autres contrats importants, notons un contrat de la U.S. Navy pour continuer à fournir au chef de la formation aéronavale des services contractuels d’instruction à cinq bases aéronavales et pour continuer à fournir des services d’entraînement des équipages du T-44C.

Le secteur Défense a été autorisé à aller de l’avant avec le contrat de la U.S. Army, qu’il avait précédemment obtenu, visant à fournir des services de soutien avancés aux instructeurs pour l’entraînement en vol sur hélicoptères à Fort Rucker, en Alabama. Combiné au programme d’entraînement en vol sur aéronef à voilure fixe que CAE appuie déjà à son centre de formation de Dothan, le secteur Défense joue maintenant un rôle essentiel dans la formation de tous les aviateurs de l’armée qui s’entraînent pour piloter l’aéronef opérationnel qui leur est assigné.

À la fin du trimestre, le secteur Défense a remporté le nouvel appel d’offres portant sur le système d’entraînement KC-135 de la U.S. Air Force, d’une valeur de plus de 275 millions \$ US, qui a pris la forme d’une année de base avec sept années additionnelles en option. Dans le domaine de la sécurité, le secteur Défense a également obtenu un contrat pour fournir au service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis des services d’entraînement des pilotes d’avion et a été sélectionné dans le cadre d’un processus concurrentiel pour faire la démonstration de son prototype d’outil de gestion de simulation d’environnement synthétique d’entraînement en soutien au Army Futures Command.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,87 ce trimestre et à 0,83 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 3,6 milliards \$ à la fin du trimestre. Le marché du secteur Défense demeure vigoureux, environ 4,8 milliards \$ de soumissions et d'offres étant en attente d'une décision de clients.

### Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>T3-2021</b>	T3-2020	<i>Écart en %</i>
Produits des activités ordinaires	<b>299,3 \$</b>	332,4 \$	(10) %
Résultat opérationnel	<b>21,8 \$</b>	31,3 \$	(30) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	<b>22,3 \$</b>	31,3 \$	(29) %
<i>Marges opérationnelles sectorielles</i>	<b>7,5 %</b>	9,4 %	
ROS avant les éléments particuliers	<b>22,3 \$</b>	33,2 \$	(33) %
<i>Marges opérationnelles avant les éléments particuliers</i>	<b>7,5 %</b>	10,0 %	
Prises de commandes	<b>260,5 \$</b>	367,4 \$	(29) %
Carnet de commandes total	<b>3 622,0 \$</b>	4 171,3 \$	(13) %

### Santé

Le secteur Santé a poursuivi la livraison de respirateurs CAE Air1 au gouvernement du Canada, ce qui a contribué aux produits des activités ordinaires de 120,9 millions \$ enregistrés par ce secteur au troisième trimestre, en hausse de 227 % par rapport au trimestre précédent et de 266 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 12,7 millions \$, comparativement à 1,3 million \$ au deuxième trimestre et à 0,6 million \$ l'an dernier. Pour le troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 12,9 millions \$ (10,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 3,2 millions \$ (8,6 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre et à 0,6 million \$ (1,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Santé a continué à fournir de nouveaux outils et programmes de formation pour répondre aux besoins de ses clients en matière de formation pendant la pandémie de COVID-19. Ces nouveautés comprennent des solutions comme CAE Vimedix 3.1, une plateforme de formation en échographie dotée de nouvelles capacités d'apprentissage à distance et de partage d'écran à l'intention des enseignants et des étudiants, des outils d'élaboration de didacticiels pour l'apprentissage à distance et notre interface de réalité mixte intégrant les HoloLens 2 de Microsoft pour la formation à distance. Le secteur Santé a également étendu ses cours d'apprentissage numérique adaptatif en matière de ventilation artificielle pour y inclure la gestion de base, la gestion avancée et la gestion de patients atteints de la COVID-19.

Le secteur Santé a continué à collaborer avec des fabricants OEM de premier plan pour le développement de solutions de formation numérique transformative, notamment en lançant une application mobile développée pour Cordis, une société du groupe Cardinal Health, qui permet aux utilisateurs de développer et de maîtriser leurs compétences au moyen d'une série de modules coronariens et endovasculaires fondés sur un modèle procédural utilisant les outils de Cordis dans un environnement virtuel simulé.

### Sommaire des résultats – Santé

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>T3-2021</b>	T3-2020	<i>Écart en %</i>
Produits des activités ordinaires	<b>120,9 \$</b>	33,0 \$	266 %
Résultat opérationnel	<b>12,7 \$</b>	0,6 \$	
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	<b>12,9 \$</b>	0,6 \$	
<i>Marges opérationnelles sectorielles</i>	<b>10,7 %</b>	1,8 %	

## **Autres points saillants financiers**

CAE a engagé des coûts de restructuration de 14,3 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2021 dans la foulée des mesures annoncées précédemment afin de mieux desservir le marché en optimisant les actifs et la présence à l'échelle mondiale de CAE, en adaptant son effectif mondial et en ajustant ses activités en fonction de la baisse attendue de la demande pour certains de ses produits et services. Cela porte à 65,4 millions \$ le total des coûts de restructuration engagés depuis le début du programme au deuxième trimestre. CAE s'attend maintenant à enregistrer des coûts de restructuration d'environ 140 millions \$ pour l'exercice considéré, ce qui est supérieur à l'estimation précédente de 100 millions \$, des mesures supplémentaires ayant été mises en œuvre pour optimiser les actifs et la présence à l'échelle mondiale, ajuster l'effectif et effectuer une restructuration liée à l'optimisation et à l'intégration des acquisitions récentes. Dans le cadre de ces efforts, la Société prévoit engager des coûts de restructuration supplémentaires d'environ 30 millions \$ au cours de l'exercice 2022. Dans l'ensemble, la Société prévoit réaliser d'importantes économies récurrentes à compter de l'exercice 2022, pour éventuellement atteindre des économies annuelles de l'ordre de 65 à 70 millions \$.

Le 30 novembre 2020, CAE a clôturé une offre publique et un placement privé simultané de 16 594 126 actions ordinaires au prix de 29,85 \$ chacune, pour un produit brut total de 495,3 millions \$ (placement d'actions). Les frais liés au placement d'actions ont totalisé 22,4 millions \$, moins un recouvrement d'impôt de 5,9 millions \$. Le produit net tiré du placement d'actions servira aux fins générales de l'entreprise, notamment au financement des acquisitions récemment réalisées par CAE et d'autres acquisitions et occasions de croissance éventuelles. Dans l'intervalle, le produit a été utilisé pour rembourser le solde de la dette aux termes des facilités de crédit de la Société et conservé comme trésorerie ou équivalents de trésorerie.

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 234,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à 322,1 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles se sont fixés à 224,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 44,9 millions \$ pour le trimestre précédent et à 275,3 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 176,2 millions \$, comparativement à 166,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est établi à 0,1 million \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de néant, comparativement à 16 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été moins élevé en raison de l'incidence favorable de contrôles fiscaux et des coûts de restructuration engagés pour le trimestre. Abstraction faite de l'incidence de ces éléments, le taux d'imposition se serait établi à 16 % pour le trimestre.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance<sup>(11)</sup> ont totalisé 23,9 millions \$ ce trimestre et 57,1 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

À la fin du trimestre, la dette nette<sup>(12)</sup> était de 1 819,9 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital<sup>(13)</sup> était de 38,9 %, comparativement à une dette nette de 2 358,9 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital de 50,1 % à la fin du trimestre précédent.

Le rendement du capital utilisé (RCU)<sup>(14)</sup> s'est établi à 6,4 % ce trimestre, comparativement à 11,4 % au troisième trimestre de l'exercice précédent, avant les éléments particuliers.

## **Perspectives de la direction pour l'exercice 2021 essentiellement inchangées**

### **Perspectives consolidées**

CAE est une entreprise de solutions de haute technologie à la pointe de l'immersion numérique. Les perspectives à long terme de la Société restent convaincantes, et elle prévoit émerger encore plus forte de la pandémie de COVID-19 grâce à plusieurs initiatives visant à consolider sa position interne.

À court terme, cependant, la Société s'attend à ce que la pandémie de COVID-19 continue à avoir une incidence défavorable importante sur ses résultats par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. La COVID-19 demeure une réalité à l'échelle mondiale, et la reprise de CAE demeure fortement tributaire du moment et du rythme auxquels les interdictions de voyage et les quarantaines finiront par être levées en toute sécurité et les activités normales, par reprendre sur nos marchés finaux. La Société continue à prévoir des flux de trésorerie disponibles positifs pour l'exercice, et elle s'attend à engager des dépenses d'investissement en immobilisations de quelque 100 millions \$ pour l'exercice.

Ayant récemment renforcé sa situation de trésorerie grâce à l'émission d'actions ordinaires de 495,3 millions \$ et annoncé trois acquisitions sur ses principaux marchés, la Société a l'intention de continuer à tirer parti des possibilités de déploiement de capital de croissance pour renforcer sa position avec une portée accrue sur le marché et une gamme élargie de capacités.

### **Perspectives du secteur Civil**

Dans le secteur Civil, les exigences réglementaires en matière de formation pour l'aviation jouent un rôle de premier plan dans la demande qui devrait continuer à atténuer certaines répercussions défavorables du ralentissement du marché de l'aviation civile. La Société compte continuer à tirer parti de sa dynamique positive en matière de formation, à accroître sa part de marché et à établir de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation et à ses solutions opérationnelles innovatrices. La Société estime que de plus en plus de possibilités de partenariat et d'impartition de la formation des compagnies aériennes devraient se concrétiser pour elle, le secteur cherchant des moyens d'acquiescer une plus grande souplesse et une meilleure résistance dans l'ère post-COVID-19. Dans l'ensemble du secteur Civil, la Société s'attend à enregistrer une performance relativement stable au quatrième trimestre par rapport aux résultats du trimestre considéré. Bien que le déploiement mondial de vaccins contre la COVID-19 soit encourageant, le renouvellement des mesures de quarantaine et des restrictions frontalières visant à endiguer la propagation du virus a contribué aux attentes d'une période de récupération potentiellement plus longue pour le secteur de l'aviation commerciale, notamment en ce qui a trait aux activités transfrontalières et transcontinentales. Quant au domaine de l'aviation d'affaires, qui représente une part importante des activités du secteur Civil de CAE, la Société anticipe toujours une reprise plus rapide sur ce marché que sur celui de l'aviation commerciale. La demande de simulateurs de vol du secteur Civil est étroitement liée aux livraisons de nouveaux appareils et, même si le marché total devrait être beaucoup plus restreint au cours de l'exercice, le secteur Civil prévoit maintenir sa part prépondérante des ventes de FFS et s'attend actuellement à livrer quelque 35 FFS (par rapport aux livraisons de l'ordre de 35 à 40 FFS prévues auparavant) à ses clients dans le monde entier au cours de l'exercice. CAE a un important carnet de commandes de FFS financés par les clients et, même si certaines livraisons ont été reportées, la Société s'attend à exécuter la majorité des commandes en carnet au cours des deux prochaines années.

### **Perspectives du secteur Défense**

Dans le secteur Défense, la Société bénéficie également d'un important carnet de commandes de clients gouvernementaux visant des solutions d'entraînement et de soutien opérationnel considérées comme essentielles pour la sécurité nationale. En outre, le secteur Défense fait des progrès dans les domaines de la formation et du soutien aux missions grâce à ses solutions d'immersion numérique, comme en témoignent les contrats obtenus pour soutenir les Forces d'opérations spéciales américaines et le commandement stratégique britannique, ainsi que sa sélection pour faire la démonstration de son prototype d'outil de gestion de simulation d'environnement synthétique d'entraînement en soutien au Army Futures Command. Le secteur Défense s'attend également à accroître sa part du marché de la sécurité, comme en témoigne l'obtention récente d'un contrat pour fournir au service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis des services d'entraînement des pilotes d'avion. Pour l'exercice considéré, les problèmes liés à la COVID-19 ont ralenti la progression du secteur Défense vers la réalisation des grandes étapes des programmes en carnet et se sont répercutés sur les activités d'entraînement. La pandémie a également donné lieu à des retards dans l'octroi de contrats au niveau mondial. Bien que le secteur Défense ait des défis à relever à l'exercice 2021, ses perspectives à long terme restent orientées vers la croissance, soutenue par un vaste marché potentiel pour ses solutions d'entraînement et de soutien opérationnel et pour la concrétisation des avantages de ses solutions immersives numériques et innovatrices, par sa nouvelle direction, par l'intensification de sa stratégie de croissance renouvelée et par son organisation renforcée.

### **Perspectives du secteur Santé**

CAE estime que le secteur Santé est en bonne position pour tirer parti d'une évolution de l'attitude quant à l'importance, à la pertinence et aux avantages de la simulation et de la formation en matière de soins de santé pour aider à sauver des vies.

Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, sur le moment et le niveau d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19 et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2020 de CAE.

## Responsabilité sociale d'entreprise

La noble raison d'être de CAE, axée sur la sécurité, n'a jamais été aussi pertinente que pendant la pandémie actuelle. Elle illustre de quelle façon CAE fait une différence dans le monde et motive ses décisions et ses actions. La raison d'être de CAE inspire la fierté de ses employés et ravit ses clients. Rendre l'aviation civile plus sécuritaire, aider les forces de la défense à rentrer à la maison en toute sécurité et améliorer la sécurité des patients sont autant d'objectifs qui sont ancrés dans les principes de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE).

CAE renforce son programme de diversité et d'inclusion. Pour une troisième année d'affilée, CAE a été sélectionnée pour l'Indice d'égalité des genres (GEI) de Bloomberg de 2021. Le GEI de Bloomberg regroupe 380 sociétés ouvertes du monde entier qui se sont engagées à faire part de leurs efforts pour soutenir l'égalité des genres par l'élaboration de politiques, l'inclusion et la transparence. CAE a également relevé le Défi 50-30, une initiative menée de concert par le gouvernement du Canada, des entreprises et des organismes en faveur de la diversité pour que les femmes, les membres des groupes racialisés, les personnes qui s'identifient comme faisant partie de la communauté LGBTQ2, les personnes handicapées et les membres des Premières Nations, les Inuits et les Métis aient plus facilement accès aux postes d'influence et de leadership au sein des conseils d'administration et de la haute direction. CAE a aussi signé les Principes d'autonomisation des femmes, établis conjointement par le Pacte mondial de l'ONU et par ONU Femmes afin d'aider les entreprises à faire la promotion de l'égalité des genres et à donner le pouvoir d'agir aux femmes sur leur lieu de travail, sur le marché et au sein de la collectivité. Par ailleurs, CAE a récemment mis sur pied un nouveau groupe de ressources pour les employés appelé EmbrACE, axé principalement sur la race et l'ethnicité. CAE a également annoncé qu'elle créerait un nouveau groupe de ressources pour les employés axé principalement sur les anciens combattants.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez son [Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale pour l'exercice 2020](#).

## Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à [www.cae.com/fr/investisseurs](http://www.cae.com/fr/investisseurs) pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et sont disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs ([investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)).

## Conférence téléphonique sur les résultats du T3 de l'exercice 2021

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à [www.cae.com](http://www.cae.com).

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Grâce aux besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des revenus de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec quelque 10 000 employés répartis dans 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays.

## **Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats**

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

## **Mise en garde concernant les énoncés prospectifs**

Ce communiqué comprend des déclarations de nature prospective qui peuvent inclure, sans s'y limiter, des déclarations liées aux répercussions potentielles sur nos activités, notre situation financière, nos liquidités et nos résultats financiers de la pandémie de COVID-19 et l'efficacité des programmes et des mesures que nous avons mis en place en réaction à cette pandémie; les perspectives économiques générales; les perspectives et tendances d'un secteur donné; les liquidités disponibles; les perspectives commerciales, les objectifs, les plans et les priorités stratégiques de CAE; et toute autre déclaration qui n'est pas un fait historique.

Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'utilisation de termes comme « croire », « attendre », « anticiper », « planifier », « avoir l'intention », « continuer », « estimer », « pouvoir », « devoir », « stratégie », « futur » et d'autres expressions semblables. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Ces énoncés ne constituent pas des garanties du rendement ou des événements futurs, et le lecteur est avisé de ne pas se fier à l'un ou l'autre de ces énoncés prospectifs. Bien que la direction juge que ces hypothèses sont raisonnables et appropriées compte tenu de l'information qui est actuellement disponible, il existe un risque que celles-ci soient inexactes. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 12 février 2021 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 12 février 2021. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2021 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

## **Importantes hypothèses**

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont fondés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter, les suivantes : nos liquidités tirées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des montants disponibles sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible aux termes de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et de l'accès continu au financement par emprunt seront suffisantes pour répondre à nos obligations financières dans un avenir prévisible; et il n'y aura aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise qui aura des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles. Pour des renseignements supplémentaires, notamment en ce qui a trait aux autres hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Étant donné l'évolution de la situation liée à la pandémie de COVID-19 et la réponse de CAE, des gouvernements, des autorités de réglementation, des entreprises et des clients, les hypothèses de CAE comportent forcément une plus grande incertitude. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient donc s'avérer inexacts.

## Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2020 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au [www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au [www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Le rapport de gestion de l'exercice 2020 est également disponible au [www.cae.com](http://www.cae.com). L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

## Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais elles n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR et elles pourraient donc ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres émetteurs. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

<sup>(1)</sup> Le résultat par action (RPA) avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les pertes de valeur, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

<sup>(2)</sup> Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

<sup>(3)</sup> En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de réorganisation, d'intégration et d'acquisition, de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

<sup>(4)</sup> Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

<sup>(5)</sup> Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Nous le calculons en déduisant de notre résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, les coûts d'acquisition, et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux des périodes antérieures.

<sup>(6)</sup> Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

<sup>(7)</sup> Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes.

<sup>(8)</sup> Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

<sup>(9)</sup> Un simulateur de vol (*full-flight simulator* ou FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

<sup>(10)</sup> Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

<sup>(11)</sup> Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

<sup>(12)</sup> La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

<sup>(13)</sup> Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

<sup>(14)</sup> Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures avec les mesures conforme aux PCGR les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la rubrique 5 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)) et sur celui de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

## **Personnes-ressources**

### **Relations avec les investisseurs :**

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, [andrew.arnovitz@cae.com](mailto:andrew.arnovitz@cae.com)

### **Médias :**

Hélène V. Gagnon, vice-présidente principale, Affaires publiques, Communications mondiales et Responsabilité sociale d'entreprise, 1-514-340-5536, [helene.v.gagnon@cae.com](mailto:helene.v.gagnon@cae.com)

# État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits des activités ordinaires	832,4	\$ 923,5	\$ 2 087,6	\$ 2 645,9
Coût des ventes	603,5	632,0	1 559,7	1 874,0
<b>Marge brute</b>	<b>228,9</b>	<b>\$ 291,5</b>	<b>\$ 527,9</b>	<b>\$ 771,9</b>
Frais de recherche et de développement	36,5	33,6	82,2	101,3
Frais de vente, généraux et d'administration	105,3	118,3	287,4	329,6
Autres (profits) et pertes	(1,5)	(3,5)	92,4	(15,3)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(8,6)	(11,8)	(0,3)	(34,3)
Coûts de restructuration	14,3	—	65,4	—
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>82,9</b>	<b>\$ 154,9</b>	<b>\$ 0,8</b>	<b>\$ 390,6</b>
Charges financières – montant net	33,3	36,7	103,6	105,9
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>49,6</b>	<b>\$ 118,2</b>	<b>\$ (102,8)</b>	<b>\$ 284,7</b>
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(0,1)	18,4	(36,5)	46,9
<b>Résultat net</b>	<b>49,7</b>	<b>\$ 99,8</b>	<b>\$ (66,3)</b>	<b>\$ 237,8</b>
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	48,8	\$ 97,7	\$ (67,0)	\$ 233,0
Participations ne donnant pas le contrôle	0,9	2,1	0,7	4,8
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>				
De base	0,18	\$ 0,37	\$ (0,25)	\$ 0,88
Dilué	0,18	\$ 0,37	\$ (0,25)	\$ 0,87

# État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<b>Résultat net</b>	<b>49,7</b>	<b>99,8</b>	<b>(66,3)</b>	<b>237,8</b>
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(79,2)	(10,2)	(198,8)	(98,2)
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(3,3)	(8,0)	(19,8)	(19,9)
Gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	17,0	5,9	60,4	15,4
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	(6,0)	(0,1)	(18,4)	(3,2)
Gain sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	53,1	22,7	125,3	32,6
Impôt sur le résultat	(4,5)	(2,0)	(15,5)	7,8
	<b>(22,9)</b>	<b>8,3</b>	<b>(66,8)</b>	<b>(65,5)</b>
<b>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net</b>				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies (Perte) gain sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global – montant net	7,1	30,9	(100,8)	(29,5)
Impôt sur le résultat	(1,7)	(8,2)	26,8	7,8
	<b>3,6</b>	<b>22,8</b>	<b>(75,8)</b>	<b>(21,7)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(19,3)</b>	<b>31,1</b>	<b>(142,6)</b>	<b>(87,2)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>30,4</b>	<b>130,9</b>	<b>(208,9)</b>	<b>150,6</b>
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	31,3	129,0	(205,0)	147,4
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,9)	1,9	(3,9)	3,2

# État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	<b>31 décembre</b>	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	<b>2020</b>	2020
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>619,9</b> \$	946,5 \$
Créances clients	<b>491,0</b>	566,1
Actifs sur contrat	<b>447,8</b>	569,3
Stocks	<b>691,2</b>	616,2
Acomptes	<b>56,7</b>	55,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	<b>45,7</b>	30,4
Actifs financiers dérivés	<b>32,0</b>	25,0
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>2 384,3</b> \$	2 808,6 \$
Immobilisations corporelles	<b>1 918,5</b>	2 154,0
Actifs au titre des droits d'utilisation	<b>395,0</b>	395,9
Immobilisations incorporelles	<b>2 054,9</b>	2 056,5
Investissement dans les participations mises en équivalence	<b>408,5</b>	460,6
Actifs d'impôt différé	<b>109,1</b>	84,5
Actifs financiers dérivés	<b>9,6</b>	13,1
Autres actifs non courants	<b>499,0</b>	510,4
<b>Total de l'actif</b>	<b>7 778,9</b> \$	8 483,6 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>		
Dettes fournisseurs et charges à payer	<b>917,9</b> \$	934,4 \$
Provisions	<b>34,5</b>	29,2
Impôt sur le résultat à payer	<b>16,9</b>	26,4
Passifs sur contrat	<b>654,4</b>	746,2
Partie courante de la dette à long terme	<b>284,8</b>	206,2
Passifs financiers dérivés	<b>10,8</b>	119,9
<b>Total du passif courant</b>	<b>1 919,3</b> \$	2 062,3 \$
Provisions	<b>31,7</b>	28,6
Dette à long terme	<b>2 155,0</b>	3 106,0
Obligations au titre des redevances	<b>139,1</b>	141,1
Obligations au titre des avantages du personnel	<b>325,5</b>	212,8
Passifs d'impôt différé	<b>111,1</b>	150,6
Passifs financiers dérivés	<b>5,4</b>	12,8
Autres passifs non courants	<b>230,9</b>	191,1
<b>Total du passif</b>	<b>4 918,0</b> \$	5 905,3 \$
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions	<b>1 169,4</b> \$	679,5 \$
Surplus d'apport	<b>34,3</b>	26,9
Cumul des autres éléments du résultat global	<b>129,2</b>	193,2
Résultats non distribués	<b>1 449,1</b>	1 590,1
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>2 782,0</b> \$	2 489,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>78,9</b>	88,6
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 860,9</b> \$	2 578,3 \$
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>7 778,9</b> \$	8 483,6 \$

## État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Période de neuf mois close le 31 décembre 2020

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Cumul des autres			Résultats non		Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	éléments du résultat global	Résultats non distribués					
Soldes au 31 mars 2020	265 619 627	679,5	\$ 26,9	\$ 193,2	\$ 1 590,1	\$ 2 489,7	\$ 88,6	\$ 2 578,3	\$	
Résultat net	—	—	\$ —	\$ —	\$ (67,0)	\$ (67,0)	\$ 0,7	\$ (66,3)	\$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(64,0)	(74,0)	(138,0)	(4,6)	(142,6)		
Total du résultat global	—	—	\$ —	\$ (64,0)	\$ (141,0)	\$ (205,0)	\$ (3,9)	\$ (208,9)	\$	
Émission d'actions ordinaires aux termes d'un placement d'actions	16 594 126	478,8	—	—	—	478,8	—	478,8		
Exercice d'options sur actions	547 025	11,1	(1,4)	—	—	9,7	—	9,7		
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	8,8	—	—	8,8	—	8,8		
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,8)	(5,8)		
<b>Soldes au 31 décembre 2020</b>	<b>282 760 778</b>	<b>1 169,4</b>	<b>\$ 34,3</b>	<b>\$ 129,2</b>	<b>\$ 1 449,1</b>	<b>\$ 2 782,0</b>	<b>\$ 78,9</b>	<b>\$ 2 860,9</b>	<b>\$</b>	

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Période de neuf mois close le 31 décembre 2019

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Cumul des autres			Résultats non		Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	éléments du résultat global	Résultats non distribués					
Soldes au 1 <sup>er</sup> avril 2019	265 447 603	649,6	\$ 24,8	\$ 199,0	\$ 1 430,4	\$ 2 303,8	\$ 78,7	\$ 2 382,5	\$	
Résultat net	—	—	\$ —	\$ —	\$ 233,0	\$ 233,0	\$ 4,8	\$ 237,8	\$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(63,9)	(21,7)	(85,6)	(1,6)	(87,2)		
Total du résultat global	—	—	\$ —	\$ (63,9)	\$ 211,3	\$ 147,4	\$ 3,2	\$ 150,6	\$	
Exercice d'options sur actions	1 317 280	25,7	(3,2)	—	—	22,5	—	22,5		
Achat facultatif au comptant d'actions ordinaires	1 323	—	—	—	—	—	—	—		
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(978 431)	(2,4)	—	—	(30,4)	(32,8)	—	(32,8)		
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	5,1	—	—	5,1	—	5,1		
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(1,4)	(1,4)	1,6	0,2		
Dividendes en actions	85 887	2,9	—	—	(2,9)	—	—	—		
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(82,2)	(82,2)	—	(82,2)		
<b>Soldes au 31 décembre 2019</b>	<b>265 873 662</b>	<b>675,8</b>	<b>\$ 26,7</b>	<b>\$ 135,1</b>	<b>\$ 1 524,8</b>	<b>\$ 2 362,4</b>	<b>\$ 83,5</b>	<b>\$ 2 445,9</b>	<b>\$</b>	

# Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2020	2019
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat net	(66,3) \$	237,8 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	241,0	226,9
Dépréciation d'actifs non financiers	137,6	—
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(0,3)	(34,3)
Impôt sur le résultat différé	(39,5)	6,9
Crédits d'impôt à l'investissement	(22,6)	6,3
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	2,5	13,3
Régimes de retraite à prestations définies	11,8	12,5
Autres passifs non courants	(15,0)	(32,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(27,5)	(7,4)
Autres	44,8	2,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(74,5)	(133,3)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>	<b>192,0 \$</b>	<b>298,8 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	(134,7) \$	(10,1) \$
Acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence	—	(113,5)
Ajouts d'immobilisations corporelles	(57,1)	(199,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,7	0,4
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(45,0)	(69,7)
Produit net reçu (paiements nets versés) des participations mises en équivalence	1,4	(10,3)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	11,7	22,6
Autres	(5,1)	0,8
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(227,1) \$</b>	<b>(379,2) \$</b>
<b>Activités de financement</b>		
(Remboursement) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	(705,6) \$	135,3 \$
Produit tiré de la dette à long terme	23,3	161,4
Remboursement sur la dette à long terme	(18,4)	(229,6)
Remboursement sur les obligations locatives	(59,9)	(64,5)
Dividendes versés	—	(82,2)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	482,6	22,5
Rachat et annulation d'actions ordinaires	—	(32,8)
Variations des liquidités soumises à restrictions	—	15,7
Autres	(0,7)	(1,3)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>(278,7) \$</b>	<b>(75,5) \$</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>(12,8) \$</b>	<b>(11,7) \$</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(326,6) \$</b>	<b>(167,6) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>	<b>946,5</b>	<b>446,1</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>619,9 \$</b>	<b>278,5 \$</b>